

Mieux protéger et valoriser nos écosystèmes

L'Etat doit lutter contre l'artificialisation des sols mais aussi préserver et restaurer les espèces et les écosystèmes. L'Etat consomme par ailleurs près de 22 millions de m³ d'eau en 2019 (source : dépenses de l'Etat hors opérateurs) : il doit préserver la ressource en eau et agir avec sobriété.

[Infographie] Plan de transformation écologique de l'Etat pour des Services publics écoresponsables. Mieux protéger et valoriser nos écosystèmes : nos objectifs

[Voir la vidéo](#) 

Mesure 14 : renforcer la gestion durable des espaces

[Consulter les actions de la mesure 14](#)

Action 48

Vous respecterez strictement l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, forêts, voiries et promenades, que ces lieux soient ou non ouverts au public, en cohérence avec l'article 1 de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 et l'arrêté du 15 janvier 2021. Vous respecterez l'interdiction d'utilisation d'engrais de synthèse, en application de l'article 269 de la loi climat et résilience.

Action 49

En application de la stratégie nationale pour la biodiversité, vous mettrez en place une démarche de labellisation des espaces verts, parcs et jardins (label Ecojardin, action Plan Ecojardin, refuge LPO, Oasis nature...) et lancerez l'élaboration puis la mise en œuvre de plans de gestion écologique. Vous veillerez à la plantation d'essences locales, non-envahissantes, adaptées au changement climatique et proposerez un plan ambitieux de fauche tardive et sa valorisation auprès du public.

Action 50

Vous développerez des actions de dés-imperméabilisation, de renaturation, ainsi que de dépollution des sols de manière à répondre aux enjeux de protection de la biodiversité, de séquestration carbone, d'adaptation au changement climatique et de préservation des continuités écologiques. Enfin, l'impact des constructions sur l'artificialisation devra être mesurée en vue d'une compensation à terme.